

# Les élections législatives au Maroc :

UN RENFORCEMENT DE LA DEMOCRATIE  
MAROCAINE



CENTRE  
DES RELATIONS  
INTERNATIONALES

commentaire

10/2016

[www.csm.org.pl](http://www.csm.org.pl)



**Adrianna Śniadowska**

Analyste au Centre des Relations  
Internationales.

Diplômée de l'université de  
Bordeaux en sécurité globale :  
analyste trilingue.

**Au moment où l'Europe se trouve entourée par une série de conflits qui débouchent sur des troubles socio-politiques dans le continent européen, certains pays du monde arabo-musulman se différencient par leur situation interne stable, notamment le Maroc. Les dernières élections législatives marocaines du 7 octobre 2016 sont la preuve manifeste que ce pays maghrébin a su poser des fondements stables pour la continuation des réformes démocratiques initiées depuis l'adoption de la nouvelle constitution de 2011. La campagne électorale et les élections se sont déroulées dans la transparence et le calme, hormis quelques incidents mineurs. Ainsi, les élections marocaines marquent un chapitre important dans l'histoire législative du pays et deviennent une confirmation pour le continent européen que son voisin africain mérite d'être pris au sérieux.**

**LES ELECTIONS LEGISLATIVES AU MAROC :**  
UN RENFORCEMENT DE LA DEMOCRATIE MAROCAINE  
| Adrianna Śniadowska

2

## **Le second mandat du PJD**

Le 7 octobre les Marocains se sont rendus aux urnes pour élire leurs représentants au Parlement. Les islamistes du Parti de la justice et du développement (PJD) - la première force politique du pays depuis les élections de 2011 - ont confirmé leur légitimité au sein de la société marocaine. Le parti a remporté les élections et a obtenu 125 sièges de députés sur un total de 395 à la Chambre des représentants du Parlement marocain.

Le roi Mohammed VI qui nomme officiellement le chef du gouvernement issu du parti gagnant, conformément à la constitution marocaine, a ainsi renouvelé le mandat du Secrétaire Général du PJD - Abdelilah Benkirane- qui sera, quant à lui, chargé de la formation d'un nouveau gouvernement. Bien que le roi reste la plus haute instance politico-religieuse et demeure le seul décideur dans les domaines stratégiques comme la sécurité ou la politique étrangère du pays, la place importante du chef du Gouvernement dans le paysage politique marocain a été confirmée une fois de plus, même si le bilan de son gouvernement (entre 2011-2016) semble mitigé.

Le premier défi du Parti gagnant sera sans doute la constitution d'une majorité parlementaire. Malgré la victoire, les 125 sièges (sur 395) ne garantissent pas au PJD la majorité absolue. Le Parti sera donc obligé de constituer une coalition gouvernementale - c'était également le cas après les élections de 2011. La meilleure solution semblait être la formation d'un gouvernement de coalition avec le deuxième Parti politique du pays, le Parti authenticité et modernité (PAM), formation libérale créée en 2008 par Fouad Ali El Himma, l'un des conseillers du roi Mohammed VI, est arrivée deuxième aux élections et a réussi à obtenir 102 députés. Depuis la création, le PAM affirme son indépendance et tente de devenir une alternative politique au PJD. Dans ce climat politique tendu, la création du nouveau gouvernement de coalition peut s'avérer plus difficile que prévu, sachant que le PAM avait d'emblée déclaré qu'il ne formerait aucune coalition avec le PJD.

## **La sérénité inattendue pendant les élections**

Cette dixième élection au Maroc, depuis l'indépendance du pays en 1956, a suscité l'intérêt de la communauté internationale: au total 4000 observateurs nationaux et

## LES ELECTIONS LEGISLATIVES AU MAROC : UN RENFORCEMENT DE LA DEMOCRATIE MAROCAINE | Adrianna Śniadowska

3

internationaux, ainsi que les représentants du Conseil National des Droits de l'Homme surveillaient le bon déroulement et le respect des règles démocratiques pendant les élections. La Pologne a également participé aux observations des élections marocaines, car la Consule polonaise Madame Magdalena Tusińska a visité des bureaux de vote dans le district de Rabat. Malgré quelques protestations mineures du Parti de la Justice et du Développement (PJD) et du Parti du Progrès et du Socialisme (PPS), les élections se sont déroulées dans le plus grand calme sur l'ensemble du territoire y compris les provinces du Sud du Royaume.

Bien que le résultat des élections législatives au Maroc puisse en effet mener à la bipolarité politique, car le PJD et le PAM totalisent à eux deux 227 élus sur 395, les dernières élections étaient une occasion rêvée d'observer tout un éventail des partis politiques présents au Maroc: l'Union socialiste des forces populaires (USFP), le Parti du progrès et du socialisme (PPS), le mouvement Populaire, l'Union Constitutionnelle, le Rassemblement National des indépendants et la Fédération de la gauche démocratique (FGD). Cette variété des idéologies politiques prouve que le Maroc possède aujourd'hui des

fondements pour l'avènement de la démocratie stable.

Le seul reproche que l'on pourrait faire aujourd'hui aux élections marocaines reste le taux de participation relativement faible – seulement 43% des Marocains ont participé aux élections (contre 45% en 2011).

### Le rôle croissant des femmes dans la vie politique

Le principe de l'égalité entre hommes et femmes est inscrit dans la Constitution marocaine. Ainsi, en 2002 un quota de 30 femmes a été introduit dans la liste nationale, ce qui a permis d'augmenter la représentation féminine au pays. De plus, grâce à la mobilisation des organisations féministes, avant les élections locales de septembre 2015, les femmes ont obtenu 21,3% des sièges dans les communes et 37% dans les régions.

Les dernières élections marocaines ont marqué un chapitre important, en ce qui concerne la représentation féminine dans la vie politique marocaine. La nouvelle chambre basse du Parlement marocain comptera désormais 81 femmes sur un total de 395 sièges, soit 21%. Le chiffre affiche

**LES ELECTIONS LEGISLATIVES AU MAROC :**  
UN RENFORCEMENT DE LA DEMOCRATIE MAROCAINE  
| Adrianna Śniadowska

4

une progression de 4% par rapport aux élections législatives précédentes de 2011, dans lesquelles 67 députées femmes ont obtenu des sièges au Parlement. À titre de comparaison, en France le pourcentage des femmes élues à l'Assemblée nationale oscille autour de 26%. De plus, ce chiffre peut encore augmenter dans les années à venir pour une raison principale: selon une étude menée par les chercheurs de l'université d'Hassan II, les femmes élues au Maroc sont mieux éduquées que leurs homologues masculins. Environ 67% des femmes élues ont un niveau d'étude supérieur contre seulement 39% chez les hommes.

Les dernières élections législatives ont permis au Maroc de montrer une fois de plus que les réformes introduites en 2011, visant la démocratisation de la vie socio-politique et le rôle accru du chef de Gouvernement ont débouché sur des changements positifs dans le pays, bien que le roi demeure le garant de la stabilité du Maroc.

Le rôle des partis politiques au Maroc ne cesse de croître et les dernières élections ont vu le renforcement de la légitimité du PJD

par rapport aux élections précédentes de 2011 (107 sièges en 2011, contre 125 en 2016). Une observation très positive s'impose également quant au rôle croissant des femmes dans la vie politique au Maroc, d'autant plus que ce phénomène est souvent lent et complexe dans les sociétés traditionnelles arabo-musulmanes.

**Adrianna Śniadowska**  
sniadowska@csm.org.pl

Le Centre des relations internationales, établi en 1996, est un centre analytique non gouvernemental indépendant, concentré sur la politique étrangère polonaise et les grands enjeux de la politique internationale. Le Centre agit dans les domaines de la recherche, l'éducation et la publication, organise des conférences et des rencontres, et participe dans des projets internationaux en collaboration avec d'autres organismes semblables de divers pays. Le Centre crée un forum de débat et d'échange d'idées portant sur la politique étrangère, les relations entre les états et les défis du monde global. Les activités du Centre sont adressées surtout aux gouvernements locaux et aux entrepreneurs, ainsi qu'à l'administration centrale, les politiciens, les diplomates, les politologues et les médias. En 2009 le Centre a été reconnu comme étant un des meilleurs think-tanks d'Europe centrale et orientale dans l'étude *The Leading Public Policy Research Organizations in the World* menée par l'Université de Pennsylvanie.

LE CENTRE DES RELATIONS INTERNATIONALE Mińska 25, 03-808 Warszawa t: +48 22 646 52 67

 [www.twitter.com/CIR\\_CSM](https://www.twitter.com/CIR_CSM)

 [www.facebook.com/CIR.CSM](https://www.facebook.com/CIR.CSM)



CENTRE  
DES RELATIONS  
INTERNATIONALES